

What does Brexit Mean – Dossier sous la direction d'Elise Bernard,

« Prendre au sérieux la victoire de Johnson »

Edouard Gaudot:

Depuis la victoire de Boris Johnson et du parti Conservateur aux dernières élections générales britanniques le 12 décembre dernier, les réactions sur le continent semblent s'évertuer à manquer l'essentiel. Entre les moqueries sur la personnalité fantasque et sulfureuse du Premier ministre britannique, les commentaires sentencieux et désobligeants sur la bêtise supposée de l'électorat qui confirme son choix référendaire de 2016 en faveur du Brexit et les prédictions myopes sur l'éclatement inéluctable du Royaume-Uni, on peine – à l'heure actuelle - à trouver sur le continent des analyses qui rendent justice à la situation réelle.

On peut regretter que les membres de l'opposition au Parlement du Royaume-Uni et les observateurs extérieurs essayant de comprendre la politique britannique aient en commun cette erreur de sous-estimer Boris Johnson. A en juger par les critiques persistantes à l'égard du Brexit et la propension à tourner en ridicule BoJo dans les médias européens, il n'est pas certain que les Européens comprennent bien la nature des changements politiques que l'on peut observer au Royaume-Uni. Cela est pourtant capital si l'on envisage de limiter les hypothèses d'un Frexit, Grexit ou Italout, pour ne citer que ceux-là.

D'abord, cela a été souligné par certains éditorialistes plus lucidesⁱⁱ, Boris Johnson, une fois le Brexit « fait », pourra se prévaloir d'une réelle légitimité, et surtout profiter d'un mandat fort et à peine entamé – avec quatre années devant lui, il aura probablement plus de visibilité sur son avenir que la plupart de ses anciens partenaires du Conseil européen. En effet, Boris Johnson, au contraire de ses trois prédécesseurs immédiats, est un politicien chevronné, qui a déjà gagné par deux fois la mairie de Londres, et doté d'objectifs politiques assumés. Il dispose en outre d'une majorité plus que confortable à Westminster, de la base politique la plus large pour les conservateurs depuis Margaret Thatcher en 1987ⁱⁱⁱ. On peut donc imaginer la marge de manœuvre dont il va disposer pour justifier *a posteriori*, avec des arguments concrets et perceptibles par ses électeurs, le bien-fondé de la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne. Ce qui doit retenir notre attention ne réside cependant pas dans l'ampleur de la victoire mais dans les

promesses de Boris Johnson, en particulier cet accroissement significatif des dépenses d'investissements^{iv}.

Certes, il est très compliqué d'estimer avec certitude l'impact, à moyen et à long terme, de ces propositions. Il ne serait toutefois pas surprenant qu'il en résulte une politique budgétaire expansionniste, en rupture avec les mesures « d'austérité » des précédents gouvernements conservateurs. Ainsi, après une longue période de restrictions budgétaires, cette politique annoncée pourrait bien avoir un effet positif sur le PIB et la croissance britannique post-Brexit. Ceci aurait deux conséquences importantes :

- la perspective d'indépendance écossaise deviendrait moins attrayante. La dynamique indépendantiste se nourrit, entre autres, de l'opposition aux politiques d'austérité en vigueur à Londres^v - plaçant le parti nationaliste SNP au centre-gauche du spectre politique. Ainsi, il est peu probable que le soutien à l'indépendance augmente spectaculairement si les conservateurs « se recentrent » en augmentant les investissements publics. En outre, il est bon de rappeler que Westminster n'a aucune obligation légale d'organiser un second référendum, comme le souligne une étude de *l'Institut pour le Gouvernement* sur cette question^{vi}. Tout cela, sans même revenir sur l'insoluble question relative à la légalité vs légitimité d'une sécession unilatérale... Il est donc fort possible que les relations écossaises-anglaises se détériorent mais que la stratégie politique de Boris Johnson reste attentiste : laisser le soutien au SNP s'effriter devant l'impasse d'une indépendance plus risquée que jamais – et économiquement moins évidente. L'Union risque donc de perdre son « allié » écossais.

- la négociation d'un accord commercial avec l'UE deviendrait beaucoup moins cruciale pour la future prospérité du pays. Autrement dit, la position de négociation de l'Union sera probablement plus faible qu'on ne le suppose ; l'accord avec l'UE n'est pas une évidence souligne d'ailleurs Munchau dans le *Financial Times*^{vii}. Pire encore, si le président Donald Trump fausse encore plus les équilibres avec un accord commercial bilatéral américano-britannique conclu rapidement.

Si l'on souhaite, comme nous, que le Brexit reste une exception, il est essentiel de prendre en compte le fait que la trajectoire choisie par les électeurs britanniques introduit dans les faits un récit alternatif au récit intégrationniste européen. La revendication d'une « reprise de contrôle » par le peuple de son propre destin devrait ainsi résonner sur les scènes politiques nationales. Les échos chez les promoteurs des autres « exit », si l'économie britannique donne l'impression de bien se porter – même 'à

crédit' - à la suite des mesures du gouvernement Johnson, ne se feront pas attendre et y répondre exigera d'être plus subtil que simplement se moquer du personnage. Il y aura désormais deux modèles concurrents et le débat sur la légitimité du cadre européen devrait reprendre de plus belle. Le récit européen ne peut se contenter paresseusement d'espérer l'échec du Royaume-Uni en dehors de l'Union et sa punition par les 27. Il doit s'articuler sur les mêmes thématiques de reprise de contrôle par les citoyens – collectivement, au niveau européen. Cela porte un nom, la « démocratie européenne ».

Le Brexit est fini mais son histoire ne fait que commencer et il est aisé d'imaginer qu'il va convaincre ; un renouveau du récit européen en guise de réponse devient plus qu'urgent.

i Merci à Elena Gotelli, chargée de projets, pour sa précieuse assistance.

ii Wolfgang Munchau, The EU must rethink its approach to UK trade talks, Financial Times, 15 décembre 2019 - <https://www.ft.com/content/e4ece798-1d8b-11ea-97df-cc63de1d73f4>

iii <https://www.theguardian.com/politics/2019/dec/13/bombastic-boris-johnson-wins-huge-majority-on-promise-to-get-brexit-done>

iv Boris Johnson announces plans for spending spree in North <https://www.theguardian.com/politics/2019/dec/14/boris-johnson-plans-to-go-on-spending-sprees-in-north>

v A propos du discours relatif à l'austérité, V. <https://www.bbc.com/news/election-2019-50657846>

vi « A second independence referendum ; When and how could Scotland vote again? »

<https://www.instituteforgovernment.org.uk/publications/second-independence-referendum-scotland>

vii Voir Wolfgang Munchau, *op.cit.*